

Cet avis sur le site TED: <https://ted.europa.eu/udl?uri=TED:NOTICE:39102-2021:TEXT:FR:HTML>

France-Paris: Services liés aux déchets et aux ordures
2021/S 017-039102

Avis de marché

Services

Base juridique:

Directive 2014/24/UE

Section I: Pouvoir adjudicateur

I.1) Nom et adresses

Nom officiel: Banque de France

Numéro national d'identification: FR

Adresse postale: 1 rue de la Vrillière

Ville: Paris

Code NUTS: FR101 Paris

Code postal: 75001

Pays: France

Point(s) de contact: Jana Brediger

Courriel: Achats_informatiques@banque-france.fr

Adresse(s) internet:

Adresse principale: <http://www.banque-france.fr>

Adresse du profil d'acheteur: <https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/index.jsp>

I.3) Communication

Les documents du marché sont disponibles gratuitement en accès direct non restreint et complet, à l'adresse:

https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2021_cHMhdmNCCQ

Adresse à laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues: le ou les point(s) de contact susmentionné(s)

Les offres ou les demandes de participation doivent être envoyées par voie électronique via: [https://](https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2021_cHMhdmNCCQ)

www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2021_cHMhdmNCCQ

I.4) Type de pouvoir adjudicateur

Autre type: Affaires économiques et financières

I.5) Activité principale

Affaires économiques et financières

Section II: Objet

II.1) Étendue du marché

II.1.1) Intitulé:

AE20200016 collecte, traitement et valorisation pour revente du matériel informatique et des déchets d'équipements électriques et électroniques en résultant

Numéro de référence: DAF_2021_000036

II.1.2) Code CPV principal

90500000 Services liés aux déchets et aux ordures

II.1.3) Type de marché

Services

- II.1.4) **Description succincte:**
La collecte, le réemploi du matériel repris, le recyclage des équipements en conformité avec la législation, la destruction et la traçabilité des équipements informatiques amortis de la Banque de France. Le marché est réservé aux ESAT/EA ou structures équivalentes.
- II.1.5) **Valeur totale estimée**
Valeur hors TVA: 450 000.00 EUR
- II.1.6) **Information sur les lots**
Ce marché est divisé en lots: oui
Il est possible de soumettre des offres pour tous les lots
Nombre maximal de lots pouvant être attribués à un soumissionnaire: 2
- II.2) **Description**
- II.2.1) **Intitulé:**
Collecte, traitement et valorisation pour revente du matériel informatique individuel et des déchets d'équipements électriques et électroniques en résultant
Lot n°: 1
- II.2.2) **Code(s) CPV additionnel(s)**
90500000 Services liés aux déchets et aux ordures
- II.2.3) **Lieu d'exécution**
Code NUTS: FR FRANCE
Lieu principal d'exécution:
France métropolitaine.
- II.2.4) **Description des prestations:**
La collecte, le réemploi du matériel repris, le recyclage des équipements en conformité avec la législation, la destruction et la traçabilité des équipements informatiques individuels amortis de la Banque de France. Ce lot inclut la mise à disposition de matériel reconditionné auprès du personnel en activité de la Banque de France.
- II.2.5) **Critères d'attribution**
Le prix n'est pas le seul critère d'attribution et tous les critères sont énoncés uniquement dans les documents du marché
- II.2.6) **Valeur estimée**
Valeur hors TVA: 450 000.00 EUR
- II.2.7) **Durée du marché, de l'accord-cadre ou du système d'acquisition dynamique**
Durée en mois: 24
Ce marché peut faire l'objet d'une reconduction: oui
Description des modalités ou du calendrier des reconductions:
Le marché est reconductible une fois pour deux ans.
- II.2.9) **Informations sur les limites concernant le nombre de candidats invités à participer**
Nombre de candidats envisagé: 4
Critères objectifs de limitation du nombre de candidats:

Appréciation de la capacité technique pour 100 % de la note, à partir des éléments suivants:

- principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé pour 60 % de la note;
- l'indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du marché public pour 30 % de la note;
- description de l'équipement technique et des mesures employées par le candidat pour s'assurer de la qualité pour 10 % de la note.

II.2.10) **Variantes**

Des variantes seront prises en considération: non

II.2.11) **Information sur les options**

Options: non

II.2.13) **Information sur les fonds de l'Union européenne**

Le contrat s'inscrit dans un projet/programme financé par des fonds de l'Union européenne: non

II.2.14) **Informations complémentaires**

II.2) **Description**

II.2.1) **Intitulé:**

Collecte, traitement et valorisation pour revente du matériel des serveurs et des infrastructures informatiques et des déchets d'équipements électriques et électroniques en résultant

Lot n°: 2

II.2.2) **Code(s) CPV additionnel(s)**

90500000 Services liés aux déchets et aux ordures

II.2.3) **Lieu d'exécution**

Code NUTS: FR10 Ile-de-France

Lieu principal d'exécution:

Île-de-France.

II.2.4) **Description des prestations:**

La collecte, le réemploi du matériel repris, le recyclage des équipements en conformité avec la législation, la destruction et la traçabilité des serveurs et du matériel d'infrastructure informatique.

II.2.5) **Critères d'attribution**

Le prix n'est pas le seul critère d'attribution et tous les critères sont énoncés uniquement dans les documents du marché

II.2.6) **Valeur estimée**

Valeur hors TVA: 1.00 EUR

II.2.7) **Durée du marché, de l'accord-cadre ou du système d'acquisition dynamique**

Durée en mois: 24

Ce marché peut faire l'objet d'une reconduction: oui

Description des modalités ou du calendrier des reconductions:

Le marché est reconductible une fois pour deux ans.

II.2.9) **Informations sur les limites concernant le nombre de candidats invités à participer**

Nombre de candidats envisagé: 4

Critères objectifs de limitation du nombre de candidats:

Appréciation de la capacité technique pour 100 % de la note, à partir des éléments suivants:

- principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé pour 60 % de la note;
- l'indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du marché public pour 30 % de la note;
- description de l'équipement technique et des mesures employées par le candidat pour s'assurer de la qualité pour 10 % de la note.

II.2.10) **Variantes**

Des variantes seront prises en considération: non

II.2.11) **Information sur les options**

Options: non

II.2.13) **Information sur les fonds de l'Union européenne**

Le contrat s'inscrit dans un projet/programme financé par des fonds de l'Union européenne: non

II.2.14) **Informations complémentaires**

Section III: Renseignements d'ordre juridique, économique, financier et technique

III.1) **Conditions de participation**

III.1.1) **Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession**

Liste et description succincte des conditions:

Apporter la preuve de l'existence d'un partenariat avec un éco-organisme agréé par les pouvoirs publics pour la collecte et le traitement DEEE. Apporter la preuve de la déclaration en préfecture du site du candidat au titre des installations respectant la Protection de l'environnement soumises à déclaration. Fournir le récépissé, en cours de validité, délivré par la préfecture au candidat, de sa déclaration de transport de déchets. Fournir le récépissé, en cours de validité, délivré au candidat de la déclaration de son activité de courtage et négoce de déchets effectuée en préfecture.

III.1.2) **Capacité économique et financière**

Liste et description succincte des critères de sélection:

- chiffre d'affaires annuel global des trois derniers exercices disponibles;
 - chiffre d'affaires annuel spécifique des trois derniers exercices en relation avec l'objet du marché.
- Niveau(x) spécifique(s) minimal/minimaux exigé(s):

Au moins un chiffre d'affaires global des trois derniers exercices supérieur ou égal à 400 000 EUR HT.

III.1.3) **Capacité technique et professionnelle**

Liste et description succincte des critères de sélection:

- liste des principales prestations fournies au cours des trois dernières années en indiquant le destinataire public ou privé. Les prestations de service sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique;
- description de l'équipement technique et des mesures employées par le candidat pour s'assurer de la qualité;
- l'indication des mesures de gestion environnementale que le candidat pourra appliquer lors de l'exécution du marché public.

III.1.5) **Informations sur les marchés réservés**

Le marché est réservé à des ateliers protégés et à des opérateurs économiques dont l'objet est l'intégration sociale et professionnelle de personnes handicapées ou défavorisées

III.2) **Conditions liées au marché**

III.2.1) **Information relative à la profession**

La prestation est réservée à une profession déterminée

Références des dispositions législatives, réglementaires ou administratives applicables:

Référence des dispositions législatives, réglementaires ou administratives applicables: le candidat produira tout document attestant que l'entreprise entre bien dans le champ de l'article L. 2113-12 du code de la commande publique: des marchés ou des lots d'un marché peuvent être réservés à des entreprises adaptées mentionnées à l'article L. 5213-13 du code du travail, à des établissements et services d'aide par le travail mentionnés à l'article L. 344-2 du code de l'action sociale et des familles ainsi qu'à des structures équivalentes, lorsqu'ils emploient une proportion minimale, fixée par voie réglementaire, de travailleurs handicapés qui, en raison de la nature ou de la gravité de leurs déficiences, ne peuvent exercer une activité professionnelle dans des conditions normales.

III.2.2) Conditions particulières d'exécution:

Les candidats peuvent se présenter seuls ou en groupement momentané d'entreprises. Le groupement peut être conjoint ou solidaire. S'il est conjoint, le mandataire du groupement doit être solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la Banque de France.

Section IV: Procédure

IV.1) Description

IV.1.1) Type de procédure

Procédure concurrentielle avec négociation

IV.1.3) Information sur l'accord-cadre ou le système d'acquisition dynamique

Le marché implique la mise en place d'un accord-cadre

Accord-cadre avec un seul opérateur

IV.1.5) Informations sur la négociation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans mener de négociations

IV.1.8) Information concernant l'accord sur les marchés publics (AMP)

Le marché est couvert par l'accord sur les marchés publics: oui

IV.2) Renseignements d'ordre administratif

IV.2.2) Date limite de réception des offres ou des demandes de participation

Date: 26/02/2021

Heure locale: 12:00

IV.2.3) Date d'envoi estimée des invitations à soumissionner ou à participer aux candidats sélectionnés

IV.2.4) Langue(s) pouvant être utilisée(s) dans l'offre ou la demande de participation:

français

IV.2.6) Délai minimal pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre

Durée en mois: 6 (à compter de la date limite de réception des offres)

Section VI: Renseignements complémentaires

VI.1) Renouvellement

Il s'agit d'un marché renouvelable: non

VI.3) Informations complémentaires:

Le candidat fournit à l'appui de sa candidature, outre les documents exigés au III.1.1) à III.1.3) du présent avis:

I) une attestation sur l'honneur dûment datée et signée justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article L. 2141-1 et suivants du code de la commande publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant les travailleurs handicapés;

II) les documents relatifs aux pouvoirs des personnes habilitées à engager les candidats, et du mandataire en cas de groupement d'entreprises;

III) la copie du ou des jugements prononcés, s'il est en redressement judiciaire ou sauvegarde. Ces renseignements peuvent être présentés dans un DC1 et un DC2 disponibles à l'adresse suivante: <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> — Pour la fourniture des documents ou renseignements demandés ci-dessus, le candidat peut valablement produire les pièces ou informations équivalentes dans l'État dans lequel il est établi. Conformément à l'article R. 2143-16 du code de la commande publique, le soumissionnaire doit remettre une traduction en français des documents rédigés dans une autre langue. Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques (groupement, sous-traitance), il fournit l'ensemble des documents exigés pour chaque opérateur et justifie qu'il disposera de ces capacités pour l'exécution du marché. Les candidats souhaitant déposer un dossier de candidature suivent la procédure figurant dans le document intitulé «Modalités de dépôt des candidatures et des offres» téléchargeable sur le profil acheteur de la Banque de France: <https://banque-france.achatpublic.com> — Conformément à l'article R. 2144-5 du code de la commande publique, les candidats retenus pour déposer une offre seront invités à produire les certificats fiscaux et sociaux visés aux articles 1^{er} et 2 de l'arrêté du 22.3.2019, fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession. Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 et D. 8254-2 (ou, le cas échéant D. 8222-7, D. 8254-3 et R. 1263-12 du code du travail) relatives au travail dissimulé devront également être produites. Attention: lors du téléchargement du dossier de consultation sur le profil acheteur de la Banque de France, ils ne sont pas obligés de s'identifier. Mais s'ils ne procèdent pas à cette formalité, ils ne sont pas avertis par le profil acheteur de la Banque de France des éventuelles modifications opérées dans le cadre de l'appel d'offres, et ils ne reçoivent pas les réponses aux questions. En cas de problèmes techniques ou pour toutes éventuelles questions concernant le profil acheteur de la Banque de France, le service support est joignable aux coordonnées suivantes: tél. +33 892232120 (0,35 EUR/min), courriel: support-entreprises@achatpublic.com — Chaque candidat est tenu de signaler, selon les modalités prévues pour les questions, les anomalies, erreurs, incohérences, imprécisions ou omissions qui sont susceptibles de le léser à la lecture des pièces du présent avis. À défaut de les avoir signalées, les candidats sont réputés admettre que ces éventuelles anomalies, erreurs, incohérences, imprécisions ou omissions ne les ont pas lésés dans leur compréhension des exigences et règles de sélection posées par le présent avis au titre des candidatures.

VI.4) Procédures de recours

VI.4.1) Instance chargée des procédures de recours

Nom officiel: Tribunal administratif

Adresse postale: 7 rue de Jouy

Ville: Paris Cedex 04

Code postal: 75181

Pays: France

Adresse internet: <http://paris.tribunal-administratif.fr>

VI.4.2) Organe chargé des procédures de médiation

Nom officiel: Tribunal administratif
Adresse postale: 7 rue de Jouy
Ville: Paris Cedex 04
Code postal: 75181
Pays: France

VI.4.3) **Introduction de recours**

Précisions concernant les délais d'introduction de recours:

- référé précontractuel prévu aux articles L. 551-1 à L. 551-12 du code de justice administrative, pouvant être exercé jusqu'à la signature du marché;
- référé contractuel prévu aux articles L. 551-13 à L. 551-23 du CJA, pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA;
- recours de pleine juridiction contestant la validité du contrat dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées.

VI.4.4) **Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus sur l'introduction de recours**

Nom officiel: Tribunal administratif
Adresse postale: 7 rue de Jouy
Ville: Paris Cedex 04
Code postal: 75181
Pays: France

VI.5) **Date d'envoi du présent avis:**

21/01/2021